

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/MA/S/2/Rev.1  
1<sup>er</sup> novembre 2004

(04-4636)

---

Groupe de négociation sur l'accès aux marchés

## DONNÉES DISPONIBLES ET OUTILS LOGICIELS POUR LES NÉGOCIATIONS TARIFAIRES

Note du Secrétariat

Révision

*Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.*

### Introduction

1. La présente note donne des renseignements actualisés sur les données et applications logicielles disponibles pour les négociations tarifaires.<sup>1</sup> Les deux principales sources d'information internes dont il est question ici sont la base de données sur les listes tarifaires codifiées (LTC) et la Base de données intégrée (BDI). Les renseignements figurant dans ces deux bases de données peuvent être utilisés avec plusieurs applications logicielles, qui sont mises gratuitement à la disposition des Membres pour les aider dans les négociations tarifaires et les travaux relatifs à la politique commerciale. Le document est divisé en deux parties; la première traite des données disponibles et la seconde des outils logiciels.

## II. DONNÉES DISPONIBLES

### Base de données sur les listes tarifaires codifiées (LTC)

2. La base de données LTC contient les engagements concernant les marchandises que les Membres ont pris dans le cadre du Cycle d'Uruguay et de négociations antérieures. Elle comprend également les concessions postérieures au Cycle d'Uruguay, telles que les rectifications certifiées, les listes des Membres ayant récemment accédé, etc. Elle a pour objet de présenter avec exactitude et dans un format normalisé les concessions des Membres concernant les marchandises et d'offrir aux Membres ainsi qu'au Secrétariat un outil de travail commode, sans préjudice de la valeur juridique des renseignements qu'elle contient.<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> D'importantes parties du présent document sont basées sur le document TN/AG/S/2/Rev.1.

<sup>2</sup> Le projet de base de données LTC a été approuvé par le Comité de l'accès aux marchés à sa réunion de novembre 1998 et a démarré en avril 1999, lorsque le gouvernement du Royaume-Uni a fourni les fonds nécessaires. La base de données LTC et le projet proprement dit sont décrits dans le document G/MA/63, daté du 18 juin 1999, et dans le document G/MA/110, daté du 31 juillet 2000.

3. Par "codifié", on entend que pour chaque Membre la base de données regroupe tous les engagements pris à ce jour en une seule liste, établie selon la dernière nomenclature adoptée par le Membre (par exemple, le SH96 pour les Membres dont la documentation concernant le SH96 a été distribuée et/ou certifiée). À cet égard, il convient de noter que la base de données LTC devra être actualisée pour tenir compte des modifications apportées aux listes suite à l'introduction des modifications du SH2002.<sup>3</sup> Le tableau 1 indique les éléments d'information fondamentaux qui figurent dans la base de données LTC. L'annexe A de la présente note contient des explications plus détaillées sur ces éléments et les autres éléments figurant dans la table des concessions de la base de données.

**Tableau 1: Éléments fondamentaux relatifs aux engagements tarifaires figurant dans la base de données LTC**

Numéro de la ligne tarifaire	Sauvegarde spéciale
Désignation du produit	Instrument(s) juridique(s)
Droit de base	DNP
Droit consolidé	Période de mise en œuvre
Autres droits et impositions	

4. En 2000 et 2001, le Secrétariat a achevé la codification des concessions tarifaires et des engagements agricoles de tous les pays en développement Membres et a fait parvenir à ces Membres les fichiers pour examen et approbation.<sup>4</sup> Onze Membres ont rassemblé eux-mêmes les renseignements à inclure dans la base de données LTC (concessions tarifaires et engagements concernant l'agriculture).<sup>5</sup> Des fichiers LTC concernant les derniers Membres à avoir accédé ont également été établis par le Secrétariat. Les rectifications et les modifications qui ont été distribuées ou certifiées après que les fichiers LTC eurent été établis pour la première fois, entre 1999 et 2001, ont pour la majeure partie été incorporées dans la base de données.

5. En ce qui concerne les Communautés européennes (CE), il convient de noter que le fichier LTC reproduit le contenu de la Liste CXL (CE à 15), qui a été distribuée en 1996 sous la cote G/L/65. En présentant cette liste, les CE avaient indiqué que les négociations au titre de l'article XXIV:6 avaient été conclues avec la majeure partie des partenaires commerciaux, mais pas tous. Depuis 1996, un certain nombre de rectifications apportées à la Liste CXL ont été distribuées, dont certaines ont été certifiées. Le Secrétariat a inclus toutes ces rectifications dans le fichier LTC des CE et l'indicateur de certification LTC a été actualisé, le cas échéant. Tous les renseignements statistiques relatifs aux CE figurant dans la présente note sont basés sur le fichier LTC en question, qui continuera à être mis à jour par le Secrétariat au fur et à mesure que les rectifications seront distribuées.

---

<sup>3</sup> Un projet visant à actualiser la base de données LTC suivant la nomenclature du SH2002 fait actuellement l'objet d'un examen au Comité de l'accès aux marchés. Voir les documents JOB(04)/95 et JOB(04)/95/Add.1 pour plus de détails.

<sup>4</sup> La base de données contient des propositions de rectifications et de modifications, qui avaient déjà été communiquées au moment de la constitution des fichiers. Par exemple, si la documentation d'un Membre concernant le SH96 avait été communiquée mais non certifiée au moment où le fichier de ce Membre était en cours d'élaboration, les modifications proposées ont été incluses dans la base de données. La base de données comporte un indicateur signalant l'état de la certification.

<sup>5</sup> Australie, Canada, Communautés européennes, Hongrie, Islande, Japon, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pologne, Suisse et États-Unis.

6. Les Membres peuvent à tout moment présenter directement au Secrétariat des observations sur les renseignements sur les LTC les concernant. Lorsque le Secrétariat reçoit ces observations, il les incorpore dans la base de données LTC et les distribue aux Membres au moyen de la fonction de transfert de fichiers via Internet (voir le paragraphe 12 ci-après). Toutes les observations reçues à ce jour ont été incorporées dans la base de données. En juin et en décembre de chaque année, le Secrétariat publie un CD-ROM contenant les dernières versions approuvées de tous les fichiers des Membres.

#### Base de données intégrée (BDI)

7. Les renseignements contenus dans la BDI portent sur les droits de douane et les importations au niveau de la ligne tarifaire pour chaque Membre ayant fait parvenir des communications.<sup>6</sup> S'agissant des droits de douane, les Membres se sont engagés à communiquer, sur une base annuelle, les droits NPF effectivement appliqués et les droits NPF consolidés courants.<sup>7</sup> La communication des équivalents *ad valorem* (EAV) des droits spécifiques, mixtes, composites et autres et celle des droits préférentiels sont facultatives. À ce jour, seuls quelques Membres ont communiqué régulièrement les EAV de leurs droits NPF effectivement appliqués.<sup>8</sup> En outre, huit Membres ont communiqué des droits SGP, huit des droits en faveur des PMA et 15 d'autres droits préférentiels, pour une ou plusieurs années, comme il est indiqué dans le tableau B.2 figurant en annexe. En ce qui concerne les renseignements sur le commerce, les importations sont notifiées par ligne tarifaire et par pays d'origine. Les éléments d'information destinés à la BDI que les Membres doivent fournir sont indiqués dans le tableau 2 ci-après.

8. Au total, 122 Membres sont actuellement tenus de présenter des communications.<sup>9</sup> Au 25 octobre 2004, 107 Membres, soit environ 88 pour cent des Membres de l'OMC, avaient communiqué au moins une liste tarifaire ou un fichier d'importation pour une année, conformément aux prescriptions de notification relatives à la BDI. La valeur des importations des Membres ayant communiqué des renseignements représente près de 100 pour cent de la valeur totale des importations des Membres. Le tableau B.1 figurant en annexe présente l'état des communications destinées à la BDI par Membres pour les dernières années – (1999 à 2003 pour les données sur les importations et 2001 à 2004 pour les droits). Pour des renseignements concernant les années précédentes, on peut se reporter à la dernière version révisée du document G/MA/IDB/2.

---

<sup>6</sup> La décision initiale de créer la BDI a été prise par le Conseil du GATT en novembre 1987 (IBDD, S34, pages 73 et 74). La communication annuelle de données tarifaires et de statistiques d'importation est devenue une prescription de notification en juillet 1997 (document WT/L/225).

<sup>7</sup> Au 30 mars, pour les données tarifaires de l'année en cours, et au 30 septembre, pour les statistiques des importations de l'année précédente.

<sup>8</sup> Les Communautés européennes ont communiqué les EAV des droits NPF consolidés courants pour les années 1996 à 2000. L'Australie et la Jordanie ont communiqué les EAV des droits NPF effectivement appliqués pour les années 1999 et 2000, respectivement. Les États-Unis ont communiqué les EAV des droits NPF appliqués pour les années 1996 à 2003. Toutefois, certains de ces Membres n'ont pas communiqué les EAV correspondant à plusieurs lignes tarifaires pour lesquelles il y a des renseignements commerciaux.

<sup>9</sup> Le nombre total de Membres est de 122, car les CE et leurs États membres (25) et la Suisse/le Liechtenstein comptent, respectivement, pour un Membre. Les pays et territoires accédants peuvent également présenter des communications à la BDI. À l'heure actuelle, cinq pays accédants ont fourni des renseignements.

Tableau 2: Éléments d'information à fournir par les Membres pour la BDI			
Statistiques d'importation	Données tarifaires		Références
Numéro de la ligne tarifaire	Numéro de la ligne tarifaire		- Nomenclature tarifaire (SH92, SH96, SH2002)
Partenaire	Suffixe tarifaire		- Régime commercial (général ou spécial)
Valeur en douane	Désignation des produits		- Année des importations
Quantité 1 - Unité 1	<i>Droit NPF</i> : taux de droit consolidé et effectivement appliqué ( <i>ad valorem</i> , spécifique, mixte ou composite)		- Taux de change utilisé pour les importations, y compris, le cas échéant, la fourchette des taux pour l'année (si communiqués en monnaie nationale)
Quantité 2 - Unité 2	Autres droits (facultatif): droits préférentiels, etc.		- Unité de monnaie utilisée pour les importations
	Pays partenaire		- Base d'évaluation des importations (c.a.f., f.a.b., f.l.b.), selon le cas
	Consolidation: code et étendue		- Codes nationaux de pays et codes de quantité
	Notes		- Relation tarifaire entre le Membre importateur et chacun de ses partenaires commerciaux
			- Année des données tarifaires
			- Méthode de calcul de la moyenne des droits (simple ou pondérée)
			- Méthode de calcul des équivalents <i>ad valorem</i> , selon le cas
			- Unité de monnaie utilisée pour les droits (droits mixtes, composites)
			- Évaluation du droit (poids net, poids brut)
			- Corrélations nationales entre les importations et les nomenclatures tarifaires pour une année donnée et entre les nomenclatures tarifaires pour l'année n et l'année n-1
<p><u>Source:</u> Lignes directrices pour l'élaboration des communications destinées à la base de données intégrée sur ordinateurs personnels, document G/MA/IDB/W/6, daté du 15 juin 2000.</p>			

9. Suite à une recommandation du Comité de l'accès aux marchés, une "évaluation multilatérale du fonctionnement de la base de données intégrée et des activités d'assistance technique qui y sont liées" a été effectuée en 2001 et a donné lieu à un certain nombre de propositions visant à améliorer le contenu de la BDI.<sup>10</sup> Certaines des recommandations issues de cette évaluation, telles que l'établissement d'un point de contact dans les délégations et dans les capitales et la planification annuelle des activités d'assistance technique, ont déjà été mises en œuvre. À la demande du Président du Comité de l'accès aux marchés, le Secrétariat a activement encouragé la présentation de communications destinées à la BDI, soit dans le cadre d'activités d'assistance technique soit directement auprès des délégations en poste à Genève. En outre, des activités d'assistance technique concernant la BDI et la base de données LTC sont régulièrement menées, aux niveaux national et régional, ainsi qu'à Genève, dans le cadre des cours de politique commerciale de l'OMC et des autres activités d'assistance technique.

<sup>10</sup> Voir les documents G/MA/IDB/4 et G/MA/IDB/W/8 à 12.

### Lien entre la BDI et la base de données LTC

10. Pour avoir une vision plus complète des renseignements pertinents sur l'accès aux marchés, il est nécessaire d'établir un lien entre la base de données LTC et la BDI. Par exemple, si, pour un produit donné, un Membre souhaite comparer le droit NPF consolidé final et le droit NPF effectivement appliqué courant, il devra peut-être consulter à la fois la BDI et la base de données LTC. La BDI contient les droits appliqués NPF et, lorsqu'ils ont été communiqués, les droits consolidés courants (réduction échelonnée). Par ailleurs, les droits consolidés finals se trouvent dans la base de données LTC. Inversement, la base LTC ne contient pas de renseignements sur les importations, les droits effectivement appliqués, les droits consolidés courants ni les droits préférentiels, mais ces données figurent dans la BDI.

11. Le Secrétariat a développé le lien entre la base de données LTC et la BDI en ce qui concerne les Membres pour lesquels les fichiers de la BDI sont disponibles pour une année récente (en général 2001). Les droits NPF consolidés finals figurant dans la base LTC ont été ajoutés aux fichiers de la BDI et la nomenclature tarifaire nationale et les codes de consolidation utilisés dans la BDI ont été ajustés si nécessaire. À ce jour, 57 de ces fichiers reliés ont été affichés sur la fonction transfert de fichiers via Internet de la BDI/LTC. D'autres fichiers seront affichés dès que le lien aura été établi. En ce qui concerne les outils d'analyse, la fonction d'analyse via Internet BDI/LTC (la FAI, décrite ci-après) sera améliorée dans un proche avenir pour qu'elle puisse fonctionner à partir des fichiers reliés afin de permettre aux Membres d'extraire des données et d'effectuer des comparaisons et autres analyses<sup>11</sup> (voir le document TN/AG/S/3 pour des exemples de rapports, dont un grand nombre est actuellement disponible dans l'application FAI). Les fichiers reliés seront également inclus dans le CD-ROM de la BDI, la FAI "portable", et seront mis à disposition pour les autres applications logicielles décrites ci-après.

### **III. DIFFUSION DE LA BDI ET DE LA BASE LTC ET LOGICIELS D'ANALYSE**

12. La BDI et la base de données LTC sont accessibles à tous les Membres de l'OMC au moyen de la fonction de transferts de fichiers via Internet BDI/LTC, qui est protégée par un mot de passe et se trouve sur le site Web des Membres (ou directement à l'adresse <https://sft.wto.org>), où les utilisateurs peuvent télécharger les fichiers de la BDI et de la base LTC sur leurs ordinateurs personnels. Cette fonction est disponible en anglais, français et espagnol. Les mots de passe sont communiqués aux chefs de délégation et le site Web est mis à jour chaque mois. Deux fois par an, tous les Membres reçoivent le CD-ROM de la BDI, qui contient tous les fichiers approuvés de la BDI et une application (disponible en anglais) qui permet de les analyser. Comme indiqué précédemment, un CD-ROM contenant les fichiers LTC approuvés de tous les Membres est distribué simultanément.

13. Le Secrétariat a mis au point un logiciel d'analyse – la fonction d'analyse via Internet BDI/LTC – qui est disponible en anglais, français et espagnol. Les Membres ont accès à cette application Web protégée par un mot de passe via le site Web des Membres (ou directement à l'adresse <http://iaf.wto.org>).<sup>12</sup> La FAI permet aux utilisateurs d'interroger la base de données, de visualiser, d'exporter et d'imprimer les résultats, de définir et de sauvegarder les demandes pour

---

<sup>11</sup> Le Comité de l'accès aux marchés est convenu que les fichiers "ordinaires" de la BDI et les fichiers reliés devaient être conservés. Il faudrait en outre apporter d'autres modifications mineures à l'application pour introduire les fichiers reliés BDI-LTC dans la FAI, car la base de données contiendrait deux fichiers, l'un avec les droits consolidés finals, et l'autre sans, pour chaque pays déclarant et chaque année. Le CD-ROM de la BDI contiendra seulement les fichiers reliés.

<sup>12</sup> Les mots de passe pour la FAI sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour la fonction de transfert de fichiers via Internet de la BDI. Les mots de passe sont communiqués aux chefs de délégation et sont modifiés chaque année, en juin.

pouvoir les réutiliser. Il comporte des fonctions pour la sélection par produit sur la base de la définition adoptée à l'OMC des produits agricoles et autres, ainsi que pour la totalité de la nomenclature du SH. Il est également possible de faire une sélection par ligne tarifaire sur la base de critères tarifaires et commerciaux facultatifs (par exemple, niveau des droits, valeur seuil des échanges pour un fournisseur donné, classement et part du fournisseur, etc.). Le tableau 3 énumère les rapports actuellement disponibles dans la FAI.

<b>Tableau 3: Rapports FAI</b>	
1.	Rapport lignes tarifaires
2.	Rapport moyennes tarifaires et importations
3.	Rapport structure des droits et des échanges commerciaux
4.	Rapport principaux produits
5.	Rapport principaux fournisseurs
6.	Rapport situation des consolidations
7.	Rapport de comparaison des droits de douane
8.	Rapport engagements de réduction de la MGS totale par Membre

14. La FAI est progressivement améliorée par l'inclusion des rapports additionnels et de nouvelles fonctionnalités. La prochaine version contiendra un outil permettant d'obtenir des renseignements sur les concessions tarifaires figurant dans la base LTC et un rapport sur les concessions tarifaires. Le Secrétariat prépare également un rapport permettant d'afficher les renseignements de la base LTC concernant les contingents tarifaires. Lorsque le rapport restant sur les renseignements concernant les subventions à l'exportation aura été mis au point, la majeure partie des renseignements contenus dans la BDI et dans la base LTC<sup>13</sup> seront disponibles dans l'application. Néanmoins, il est encore nécessaire de développer d'autres éléments tels que les rapports portant sur plusieurs marchés et des critères de sélection additionnels.

15. Certains Membres ont rencontré des difficultés avec la FAI à cause d'une insuffisance des infrastructures de télécommunication. Pour résoudre ce problème, le Secrétariat a presque achevé la mise au point d'une version "portable" de la FAI, qui fonctionnera à partir d'une copie des bases de données BDI et LTC, distribuée aux utilisateurs sous forme de CD-ROM ou de DVD. Le Secrétariat prévoit de distribuer une version bêta aux Membres avant la fin de l'année, puis deux fois par an.

16. Une autre application logicielle – le "kit du négociateur", a été mise au point conjointement par le Secrétariat de l'OMC, la Banque interaméricaine de développement (BID) et le Secrétariat du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA). Le projet est en cours et devrait être achevé en 2004. Le "kit" a été conçu pour aider les négociateurs d'accords commerciaux multilatéraux, régionaux et bilatéraux en leur fournissant un ensemble d'outils intégrés pour gérer les négociations et pour analyser et utiliser de grandes bases de données quantitatives (droits de douane, échanges, subventions à l'exportation et autres indicateurs) et qualitatives (textes officiels, propositions, documents de travail, etc.), y compris les fichiers de la BDI qui peuvent être téléchargés depuis la fonction de transferts de fichiers via Internet BDI/LTC. Le kit contient des fonctionnalités permettant d'effectuer des simulations et établir des listes de demandes et d'offres au niveau des lignes tarifaires, sur la base de formules saisies par l'utilisateur, soit pour l'ensemble du tarif, soit pour des groupes de produits qu'il choisit. Des fonctionnalités pour la comparaison des offres et des demandes,

---

<sup>13</sup> À l'exception des notes figurant dans la base LTC et des fichiers reliés BDI/LTC décrits au paragraphe 11.

ainsi qu'un certain nombre de rapports d'analyse sont également disponibles. Le kit est disponible en anglais, français, espagnol et portugais.

17. La Banque mondiale, en collaboration avec la CNUCED, a mis au point l'application World Integrated Trade Solution (WITS) qui permet aux utilisateurs d'extraire et d'analyser des données provenant de la BDI, de la base LTC, de la base de données TRAINS de la CNUCED et de la base de données COMTRADE des Nations Unies. Outre la visualisation et l'agrégation des renseignements tarifaires et commerciaux, la WITS offre la possibilité de simuler des propositions de réduction des droits en utilisant les droits appliqués et/ou consolidés au niveau de la sous-position à six chiffres du SH. Les utilisateurs peuvent analyser les conséquences des réductions tarifaires visant des produits qui les intéressent dans le contexte d'une éventuelle procédure de présentation de demandes et d'offres, ou construire la base tarifaire et examiner l'incidence d'un large éventail de formules possibles sur leur propre structure tarifaire ou celles de leurs partenaires commerciaux ainsi que sur les flux commerciaux, les recettes tarifaires et le bien-être. L'application est disponible en anglais. Le site Web de la WITS (<http://wits.worldbank.org>) peut être consulté pour plus de détails. Des renseignements additionnels sur les sources des données et les logiciels d'analyse des autres organisations internationales se trouvent dans le document TN/MA/S/2, daté du 3 septembre 2002.

## ANNEXE A

**Base de données sur les listes tarifaires codifiées (LTC)**  
**Tableau des concessions tarifaires<sup>14</sup>**

Éléments d'information	Description
Numéro de la ligne tarifaire ou code du SH	Le numéro de la ligne du tarif douanier (ou code du SH) associé au produit pour lequel une concession a été offerte. Chaque entrée de la base de données porte un numéro qui lui est associé (y compris les positions tarifaires et les codes du SH).
Niveau du produit	Cet élément a été introduit pour définir la structure hiérarchique de la nomenclature de la liste dans la base de données. Il est utilisé conjointement avec le [numéro de la ligne tarifaire ou code du SH] ci-dessus pour distinguer spécifiquement les positions tarifaires (au niveau désagrégué) des lignes tarifaires auxquelles une concession s'applique. Les mentions peuvent être: - <b>02-06</b> Des positions du SH à deux chiffres aux sous-positions à six chiffres - <b>07-98</b> Autres positions selon la hiérarchie de la liste - <b>999</b> Ligne tarifaire
Suffixe (ex)	Indique que la concession porte sur une partie de la ligne tarifaire ou du code du SH.
Désignation des produits	Désignation de la ligne tarifaire ou de la position du SH.
Indicateur de certification	Indique si la concession a été certifiée. Les mentions sont: <b>C</b> (certifiée) <b>Néant</b> (non certifiée)
Source de la concession	Indique la source de la concession (antérieure au Cycle d'Uruguay, Cycle d'Uruguay, SH96, accession, ATI, rectifications, etc.). Cet élément d'information est destiné à faciliter la codification des concessions.
Droit de base - <i>ad valorem</i>	Taux du droit <i>ad valorem</i> utilisé comme taux de base dans les négociations les plus récentes.
Droit de base - autre	Droit non <i>ad valorem</i> , le cas échéant, qui a été utilisé comme taux de base dans les négociations les plus récentes.
Consolidation du droit de base	Type de consolidation du droit de base. Les mentions sont: <b>B</b> (consolidé) <b>U</b> (non consolidé)
Droit consolidé - <i>ad valorem</i>	Droit <i>ad valorem</i> de la dernière concession.
Droit consolidé - autre	Droit non <i>ad valorem</i> de la dernière concession.
Consolidation du droit consolidé	Situation en ce qui concerne la consolidation du droit consolidé final. Les mentions sont: <b>B</b> (consolidé) <b>U</b> (non consolidé)
Autres droits et impositions	Autres droits et impositions applicables à la ligne tarifaire - ces données peuvent consister en éléments <i>ad valorem</i> et spécifiques ou en renseignements textuels.

<sup>14</sup> Source: d'après l'annexe 1 du document G/MA/63.



Éléments d'information	Description
Autres droits et impositions - droit <i>ad valorem</i>	Autres droits et impositions applicables à la ligne tarifaire exprimés en termes <i>ad valorem</i> .
Autres droits et impositions - autre droit	Autres droits et impositions applicables à la ligne tarifaire exprimés en termes non <i>ad valorem</i> .
Autres droits et impositions - renseignements textuels	Autres renseignements sur les autres droits et impositions applicables au niveau de la ligne tarifaire.
Indicateur de sauvegarde spéciale	Indique que l'article 5 de l'Accord sur l'agriculture (la clause de sauvegarde spéciale concernant l'agriculture) est applicable à la ligne tarifaire ou au code du SH. La mention est <b>SSG</b> (listes en anglais); <b>SGS</b> (en français); <b>SGE</b> (en espagnol).
Instrument juridique contenant la concession actuelle	Instrument juridique de l'OMC dans lequel la concession actuelle pour le produit a été établie (par exemple, UR/94).
DNP pour la concession actuelle	Membre(s) de l'OMC ayant des droits de négociateur primitif (DNP) pour la concession actuelle.
Instrument juridique contenant la première concession	Si disponible, instrument juridique de l'OMC/du GATT dans lequel la concession pour le produit a été établie pour la première fois, et/ou, le cas échéant, modifiée (par exemple, G/47, T/51).
DNP pour des concessions antérieures	Si disponible, Membre(s) de l'OMC ayant des DNP pour une ou des concessions antérieures et, si disponible, niveau du droit correspondant aux concessions accordées pour chaque DNP historique.
Période de mise en œuvre (à partir de)	Année marquant le début de la première réduction.
Période de mise en œuvre (jusqu'à)	Dernière année marquant la mise en œuvre de la concession finale.
Observations	Des observations concernant les concessions individuelles sont enregistrées sous cette rubrique.

## ANNEXE B

**État des communications destinées à la BDI**  
**Tableau B.1: Importations (1999-2003) et droits de douane (2001-2004)**

MEMBRE	IMPORTATIONS PAR ANNÉE					DROIT NPF APPLIQUÉ PAR ANNÉE			
	1999	2000	2001	2002	2003	2001	2002	2003	2004
Nombre de Membres <sup>15</sup>	66	73	69	52	30	70	69	48	31
Afrique du Sud	Oui	Oui				Oui	Oui		
Albanie		Oui*				Oui			
Angola	aucune communication reçue								
Antigua-et-Barbuda						Oui			
Argentine	Oui	Oui	Oui			Oui			
Arménie									Oui*
Australie	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui*	Oui	Oui	Oui	
Bahreïn	Oui*								
Bangladesh									
Barbade	Oui*	Oui*	Oui	Oui	Oui*	Oui	Oui	Oui*	Oui*
Belize	aucune communication reçue								
Bénin								Oui*	
Bolivie	Oui	Oui				Oui	Oui		
Botswana							Oui		
Brésil	Oui	Oui	Oui		Oui*	Oui	Oui		Oui
Brunéi Darussalam	Oui*	Oui*	Oui*			Oui			
Bulgarie	Oui	Oui	Oui			Oui	Oui	Oui	Oui*
Burkina Faso								Oui	
Burundi							Oui	Oui	
Cambodge	aucune communication reçue								
Cameroun						Oui			
Canada	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui*
Chili	Oui	Oui	Oui	Oui*	Oui*	Oui	Oui*	Oui	
Chine	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui*	Oui	Oui	Oui*	
Colombie	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui*	Oui	Oui	Oui	Oui*
Communautés européennes	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Congo	aucune communication reçue								
Corée, Rép. de	Oui	Oui	Oui	Oui		Oui	Oui	Oui	Oui
Costa Rica	Oui	Oui	Oui			Oui	Oui		
Côte d'Ivoire		Oui					Oui		
Croatie		Oui	Oui	Oui	Oui*	Oui	Oui	Oui*	Oui*
Cuba	Oui	Oui	Oui			Oui	Oui	Oui	
Djibouti									
Dominique			Oui			Oui			
Égypte		Oui	Oui	Oui		Oui*	Oui*	Oui*	
Équateur	Oui	Oui	Oui			Oui	Oui		
El Salvador	Oui	Oui	Oui*	Oui*	Oui*	Oui	Oui	Oui*	Oui*
Émirats arabes unis							Oui*		
États Unis	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui*	Oui	Oui	Oui	Oui*
Ex-République yougoslave de Macédoine	Oui	Oui		Oui*		Oui			

<sup>15</sup> Les CE et leurs États Membres (25) et la Suisse/le Liechtenstein comptent, respectivement, pour un.

MEMBRE	IMPORTATIONS PAR ANNÉE					DROIT NPF APPLIQUÉ PAR ANNÉE			
	1999	2000	2001	2002	2003	2001	2002	2003	2004
Fidji			Oui*	Oui*	Oui*			Oui*	Oui*
Gabon	Oui*	Oui*	Oui						
Gambie								Oui*	
Géorgie		Oui	Oui*	Oui*	Oui*	Oui	Oui	Oui	Oui
Ghana		Oui*	Oui	Oui*		Oui	Oui*		
Grenade						Oui*			
Guatemala		Oui	Oui*	Oui*		Oui		Oui*	
Guinée			Oui						
Guinée-Bissau	aucune communication reçue								
Guyana	Oui*	Oui*	Oui*			Oui	Oui		
Haïti	aucune communication reçue								
Honduras	Oui	Oui	Oui	Oui		Oui	Oui	Oui	
Hong Kong, Chine	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Îles Salomon									
Inde	Oui	Oui	Oui			Oui	Oui		
Indonésie	Oui*	Oui*	Oui*	Oui*		Oui*	Oui	Oui*	Oui*
Islande	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui				Oui*
Israël		Oui*							Oui*
Jamaïque	Oui*	Oui*	Oui*			Oui*			
Japon	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui*	Oui	Oui	Oui	Oui*
Jordanie	Oui*	Oui	Oui	Oui*	Oui*	Oui	Oui*	Oui*	Oui*
Kenya	Oui*	Oui*	Oui*	Oui*	Oui*	Oui			
Koweït	aucune communication reçue								
Lesotho	aucune communication reçue								
Macao, Chine	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui*
Madagascar		Oui*					Oui		
Malaisie	Oui	Oui	Oui	Oui*		Oui			
Malawi				Oui				Oui	
Maldives	Oui*	Oui*	Oui*	Oui*			Oui		
Mali									
Maroc	Oui*						Oui		
Maurice	Oui	Oui*	Oui	Oui		Oui	Oui		
Mauritanie	Oui*		Oui			Oui			
Mexique	Oui	Oui	Oui	Oui*	Oui*	Oui	Oui	Oui	Oui*
Moldova							Oui*		
Mongolie	Oui	Oui	Oui			Oui	Oui	Oui*	
Mozambique	aucune communication reçue								
Myanmar				Oui*	Oui*		Oui	Oui*	
Namibie							Oui		
Népal							Oui	Oui	
Nicaragua	Oui	Oui	Oui			Oui	Oui	Oui*	
Niger							Oui		
Nigéria	aucune communication reçue								
Norvège	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Nouvelle-Zélande	Oui	Oui	Oui*	Oui*		Oui*	Oui*		
Oman	Oui*	Oui*	Oui*		Oui*	Oui			
Ouganda						Oui			
Pakistan	Oui*	Oui*	Oui*	Oui*	Oui	Oui			
Panama	Oui	Oui	Oui	Oui		Oui	Oui		

MEMBRE	IMPORTATIONS PAR ANNÉE					DROIT NPF APPLIQUÉ PAR ANNÉE			
	1999	2000	2001	2002	2003	2001	2002	2003	2004
Papouasie-Nouvelle-Guinée									
Paraguay	Oui	Oui	Oui	Oui		Oui	Oui	Oui	Oui*
Pérou	Oui*	Oui*	Oui	Oui*	Oui*	Oui	Oui*	Oui*	Oui*
Philippines	Oui	Oui	Oui	Oui		Oui	Oui	Oui	Oui*
Qatar	aucune communication reçue								
République centrafricaine	aucune communication reçue								
République démocratique du Congo	aucune communication reçue								
République dominicaine	Oui*	Oui*		Oui*		Oui	Oui		
République kirghize						Oui		Oui	
Roumanie	Oui*	Oui*	Oui*	Oui*					
Rwanda	Oui*		Oui*	Oui*			Oui	Oui	
Saint-Kitts-et-Nevis	Oui*	Oui*	Oui*	Oui*	Oui*		Oui*		
Saint-Vincent-et-les Grenadines							Oui*		
Sainte-Lucie		Oui	Oui			Oui	Oui		
Sénégal		Oui	Oui	Oui*			Oui		
Sierra Leone	aucune communication reçue								
Singapour	Oui	Oui	Oui	Oui*	Oui*	Oui	Oui	Oui	Oui*
Sri Lanka	Oui	Oui	Oui			Oui		Oui*	Oui*
Suisse	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Suriname	Oui*	Oui*	Oui*						
Swaziland							Oui		
Taipei chinois	Oui	Oui	Oui	Oui		Oui	Oui	Oui	Oui*
Tanzanie		Oui*	Oui*	Oui*	Oui			Oui	
Tchad	aucune communication reçue								
Thaïlande	Oui	Oui	Oui*	Oui*		Oui*	Oui*	Oui*	
Togo	Oui*	Oui	Oui	Oui*		Oui	Oui		
Trinité-et-Tobago	Oui*	Oui*	Oui						Oui
Tunisie	Oui*					Oui*	Oui	Oui	Oui*
Turquie	Oui	Oui		Oui*		Oui	Oui*	Oui*	
Uruguay	Oui	Oui	Oui			Oui	Oui		
Venezuela	Oui	Oui	Oui	Oui*		Oui	Oui	Oui	
Zambie						Oui	Oui*		
Zimbabwe	Oui	Oui*	Oui*	Oui*	Oui*	Oui	Oui		

Source: BDI. Date limite: 25 octobre 2004.

Note: Les symboles suivants sont utilisés dans le tableau:

- Case vide = aucune communication reçue pour l'année en question.
- Oui = communication reçue et diffusée.
- Oui\* = communication reçue mais pas encore diffusée.

**Tableau B.2: Droits préférentiels (2001-2004)**

MEMBRE	2001			2002			2003			2004		
	SGP	PMA	Autre	SGP	PMA	Autre	SGP	PMA	Autre	SGP	PMA	Autre
<b>Nombre de Membres<sup>16</sup></b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>15</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>14</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>12</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>9</b>
Afrique du Sud			Oui			Oui						
Australie	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui			
Barbade			Oui			Oui						
Botswana						Oui						
Bulgarie	Oui			Oui	Oui		Oui	Oui	Oui	Oui*	Oui*	Oui*
Burundi									Oui			
Canada	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui*	Oui*	Oui*
Corée, Rép. de	Oui	Oui		Oui	Oui		Oui	Oui		Oui	Oui	Oui
Costa Rica			Oui			Oui*						
Croatie									Oui*			Oui*
Dominique			Oui									
El Salvador						Oui			Oui*			Oui*
États-Unis	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui*	Oui*	Oui*
Guatemala			Oui			Oui*			Oui			
Japon	Oui	Oui		Oui	Oui		Oui	Oui		Oui*	Oui*	
Mexique			Oui									
Namibie						Oui						
Nicaragua			Oui			Oui			Oui*			
Norvège									Oui*	Oui	Oui	Oui
Ouganda			Oui									
Sri Lanka	Oui	Oui	Oui							Oui*	Oui*	Oui*
Suisse	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Swaziland						Oui						
Tanzanie									Oui			
Turquie		Oui	Oui									
Uruguay			Oui			Oui						

Source: BDI. Date limite: 25 octobre 2004.

Note: Les symboles suivants sont utilisés dans le tableau:

- Case vide = aucune communication reçue pour l'année en question.
- Oui = communication reçue et diffusée.
- Oui\* = communication reçue mais pas encore diffusée.

<sup>16</sup> La Suisse/le Liechtenstein comptent, respectivement pour un.